

Les descendants de Sulpice



Constant El Darnault - Mathilde Potier

contrat de mariage en date du 28 octobre 1892
Constant (fils de Constant et de Héloïse Hélène Renault)
Mathilde (fille de Jean Baptiste et de Marie Bonnet)

AD 36 - 2E31 969

28 Octobre 1892.

Contrat de mariage
entre M^{re} Constant Darnault
et Mad^{lle} Kathil Polier.

M^{re} Albert Pelicore, notaire à Bourges.

Remise

16401
NOTAIRE A BOURGES



Fait expédition sur 6 rôles

de Matériel agricole,
M. D. H. R.
C. D.

D.
J. B. J.
C. D.

à tout autre titre
gratuit.
M. D.
C. D. H. R.

D.
J. B. J.
C. D.

Pardevant M. Pinet son collègue notaire à Bourges, soussigné,
M. Pinet substituant Pardevant M. Pelèvre & son collègue,
aussi notaire notaire à Bourges, soussigné, momentanément absent.

Ont Comparu :

1. M. Constant Eugène Idore Darnault, dessinateur à la
Fonderie de Bazieres, demeurant à Bourges, rue Saint. Ursule, numéro vingt -
deux,

Majeur, fils de M. Constant Darnault, jardinier, & de M^{me} Hélière
Meline Renault, épouse de celui-ci, demeurant ensemble à Bourges, rue
Saint. Ursule, numéro vingt-deux.

Futur épouse stipulant pour lui & en son nom personnel
D'une part.

2. M^r & M^{me} Darnault, père et mère, ci-dessus nommés, qualifiés &
domiciliés

Agissant aux présentes, M^{me} Darnault, avec l'autorisation de son
mar. tant pour donner leur agrément au mariage de M. Darnault,
leur fils, qu'en raison de la dot qu'ils vont lui constituer ci-après.
D'une seconde part.

3. Mademoiselle Mathilde Polier, sans profession, demeurant à Bourges,
rue de Saint. Giraud

Mineure, âgée de dix-huit ans révolus du deux juillet mil huit
cent-quatre-vingt-douze, fille de M. Jean. Baptiste Polier représentant de
la Société Française, demeurant à Vézoy, & de M^{me} Marie Bonnet, épouse de
celui-ci, décédée le vingt-six juillet mil huit-cent-soixante-dix-huit.

Futur épouse stipulant pour elle & en son nom personnel, avec
l'assistance de son père ou son oncle. D'une troisième part.

4. Et M. Jean. Baptiste Polier, ci-dessus nommé, qualifié & domicilié,
Agissant aux présentes tant pour assister & autoriser M^{lle} Polier,
future épouse, sa fille mineure, qu'en raison de la dot qu'il va lui constituer
ci-après.

Lesquels ont arrêté ainsi qu'il suit les clauses & conditions civiles de
mariage projeté entre M. Darnault & M^{lle} Polier & dont la célébration doit
avoir lieu prochainement à la Mairie de la Ville de Bourges.

Article Premier. - Régime.

Les futurs époux adoptent pour base de leur union le régime de la
Communauté de biens conformément aux dispositions du Code Civil, sauf
les modifications ci-après exprimées.
Ils ne seront pas tenus des dettes & hypothèques l'un de l'autre anté-
rieures au mariage, ni de celles qui pourraient grever les biens & droits qui écherront
à chacun d'eux au décès du mariage, par succession, donation, legs ou autrement.
Ces dettes et hypothèques, s'il en existe ou survient, seront acquittées & supportées
par celui des époux qui les aura contractées ou du chef duquel elles proviendront
sans que l'autre époux, ni biens, ni sa part dans ceux de la Communauté en
puissent être tenus ou chargés.

Ils déclarent de leur Communauté & se réservent propres à chacun d'eux
leurs apports & dots ci-après constatés que tous les biens meubles &
immeubles qui pourront leur advenir par la suite par succession, donation, legs
ou autrement à tout autre titre gratuit.

En conséquence cette Communauté sera réduite aux acquêts que les futurs
époux pourront faire au cours de sa durée, & qui proviendront soit de leur
industrie commune ou particulière soit des économies réalisées sur les fruits &
revenus des biens de chacun d'eux.

Article Deuxième. - Apport du Futur

M. Darnault, futur époux, apporte au mariage & se constitue personnelle-

des objets mobiliers qu'ils s'obligent solidairement entre eux à payer et remettre en futur pour le jour du mariage dont la célébration leur vaudra quittance et décharge, si

ment en dot.

Les vêtements, linge et bijoux à son usage personnel et composant sa garde-robe. Lesquels objets ne seront évalués au présent contrat que pour la perception des droits de l'enregistrement à raison de la reprise en nature ci-après stipulée sous l'article

Article Troisième - Dot au futur.

En considération du mariage projeté M. et Mme Darnault, père et mère, en autorisant & baillant d'hoirie à par imputation d'abord sur sa part sans part dans la succession des père et mère, et subsidiairement, s'il y a lieu sur sa

Une somme de neuf-cent francs qui se compose de la somme de six-cent francs en espèces et de trois-cent francs en valeurs mobilières, qu'en meubles meublants. 900^{fr} Desquels appoint & dot, le futur époux a donné connaissance à la future épouse qui le reconnaît. Le futur époux déclare en outre que ce dot n'est grevé d'aucun passif.

Article quatrième - Apport de la future.

La future épouse apporte en mariage et se constitue personnellement en dot : Les habits, linge, vêtements & bijoux à son usage personnel et composant sa garde-robe. Lesquels objets ne seront évalués au présent contrat que pour la perception des droits d'enregistrement seulement.

Et ses droits dans la succession purement mobilière de Madame Havi Bonnet, sa mère, en son vivant épouse de M. Jean Baptiste Polier, comparant, décédée à Bourges le vingt-six septembre mil huit cent soixante-dix-huit de laquelle la future épouse a fait partie pour moitié, et desquels droits M. Polier, père, doit compte à la future épouse, comme le ayant tenu en sa possession, elle Polier explique ci :

que ses droits dans la succession de sa mère n'ont point été liquidés mais qu'ils sont constatés en un inventaire dressé par M. Lelie Fradet notaire à Bourges, suivant procès verbal en date du vingt-six septembre mil huit cent soixante-dix-huit et qu'après le dépouillement dudit inventaire lesd. droits s'élèvent pour la somme de neuf-cent-vingt-six francs environ.

Article cinquième - Dot à la future épouse.

En considération du mariage projeté, M. Polier, père, donne et constitue en dot à Mlle Mathilde Polier, future épouse, sa fille, qui accepte avec son autorisation & par imputation d'abord sur les droits non liquidés de la

Une somme de deux-mille francs en espèces et de deux-mille francs en valeurs mobilières et meubles meublants d'une valeur de deux-mille francs. Le total deux-mille-cinq-cent francs. 2500^{fr} Lesquels constitutions de dot ont été faites par M. Polier, père, par imputation d'abord sur les droits non liquidés de la future épouse dans la succession de sa mère, communément et subsidiairement sur la succession de son oncle.

Article Cinquième - Reprise en nature des garde-rob.

En cas de la dissolution de la communauté par mort ou autrement, la future épouse ou la survivant d'une & les héritiers du prédécédé, reprendront en nature respectivement les habits, linge, bijoux, vêtements et bijoux à l'usage personnel de chacun d'eux composant alors leur garde-robe, et repris auront lieu sans imputation ni prise, tous les objets qui pourront être soumis étant considérés dès maintenant par les futurs époux, comme devant former à forfait

M. D. L. R.
C. D.
D.
J. B. J. G.
J. M.

future dans la succession de sa mère & subsidiairement sur la part de la future dans la succession de son oncle.
1^{re} Deux meubles meublants, objets mobiliers, d'une valeur de cinq-cent francs... 500^{fr}
2^{de} Une somme de deux-mille francs à laquelle s'ajoute en principal et intérêts à ce jour le montant d'un prêt sur la somme de quatre-cent francs et de l'usufruit de la somme de quatre-cent francs... 2000^{fr}
3^{de} Une somme de deux-mille francs en espèces et de deux-mille francs en valeurs mobilières et meubles meublants d'une valeur de deux-mille francs... 2000^{fr}
Total... 4500^{fr}
M. Polier s'oblige à remettre à la future épouse les objets mobiliers meubles meublants et bijoux de sa garde-robe qui lui ont été remis par son père et son oncle pour le mariage projeté dont la célébration vaudra quittance et décharge au donateur.
M. et Mme Polier ont pour eux et leurs héritiers et ayants droit, et ont autorisé & baillant d'hoirie à par imputation d'abord sur sa part sans part dans la succession des père et mère, et subsidiairement, s'il y a lieu sur sa

M. D. L. R.
C. D.
D.
J. B. J. G.
J. M.

le droit de retour sur la portion imputable sur sa succession de

si elle accepte son lot

et si elle ne veut pas la succession de son lot

si elle ne veut pas la succession de son lot

si elle ne veut pas la succession de son lot

la représentation des objets de même nature qu'ils possèdent actuellement, et compris sans estimation, en leur apport respectif.

Article Sixième. - Réserve de droit de retour.

Le mari et la femme, jointe et mélangée, réservent à leur profit, sans le préjudice de l'imputation ou d'aucune déduction, le droit de retour sur les biens dotés par eux constitués au futur époux leur fils, pour le cas où ils survivraient au futur époux - à sa postérité.

La femme réserve également à son profit, sans le préjudice de l'imputation ou d'aucune déduction, le droit de retour sur les biens dotés par elle constitués au futur époux, sa fille, pour le cas où il survivrait à lad. future épouse - à sa postérité.

Cependant ces réserves de droit de retour ne feront point obstacle aux avantages que les futurs époux pourront se faire au cours de leur mariage.

Article septième. - Préciput.

Lors du décès du premier des futurs époux, le survivant d'eux aura le droit de prendre par préciput des meubles meublants et objets mobiliers à son choix parmi ceux appartenant de la communauté, jusqu'à concurrence d'une somme de quatre cents francs après la part de l'immatériel qui sera due à cette époque.

Article huitième. - Chose commerciale.

Lors du décès du premier des futurs époux exploitant un établissement commercial ou industriel, le survivant aura la faculté de conserver pour son compte personnel à l'exclusion des héritiers du premier, cet établissement immeuble le mobilier et les marchandises en dépendant à la clientèle y attachée à la charge de tenir compte de la valeur des biens et après l'estimation qui en sera faite lors de l'inventaire par deux experts choisis contradictoirement par les parties, lesquels experts en cas de désaccord, l'un adjoindra un troisième.

Au cas où il opterait pour la conservation dudit établissement le survivant ne pourra être tenu de rendre pour son compte dans les créances commerciales une part plus grande que celle lui revenant après la liquidation qui sera alors faite.

Le survivant aura, à partir du jour où l'estimation dont il vient d'être parlé, à sa disposition, à faire par experts du prix et des conditions du bail dont il sera ci-après question avant été terminées un délai de quinze jours pour faire savoir connaître aux héritiers du prédécédé son option sur le droit de la faculté de la présente clause.

Led. survivant des futurs époux usant de la faculté qui lui est présentement accordée aura la jouissance dudit établissement par bail retro actif à partir du jour du décès de son conjoint, et il se libérera des sommes qu'il pourrait devoir, en imputant sur l'estimation les sommes qui lui reviendront soit en tant que propriétaire, soit en tant que co-propriétaire de la communauté, et dans la succession du prédécédé.

Quant aux sommes que led. survivant pourrait rester devoir après cette imputation, elles seront acquittées par lui dans un délai de cinq années à partir du jour du décès et en cinq fractions égales à la charge par led. survivant de tenir compte des intérêts au taux de cinq pour cent par an des sommes à compter du jour du décès.

Plus entendu, le survivant aura la faculté d'accepter les termes ci-dessus fixés.

Au cas d'option pour la conservation dudit établissement, le survivant aura seul droit au bail des lieux dans lesquels s'exploitera le commerce ou l'industrie, et où les futurs époux auront leur exploitation habituelle, à la charge d'en exécuter seul les charges et conditions et de payer seul les loyers à compter du jour du décès du premier d'eux.

Et si l'établissement est exploité dans un immeuble dépendant de la communauté ou de la succession, les héritiers et représentants du prédécédé seront tenus, si le survivant l'exige, de lui en faire bail pour une durée qui ne pourra être moindre de neuf années et

dont les prix & conditions auront été fixés par les parties ou par des experts choisis comme il est dit ci-dessus.

Le survivant ne pourra sous-louer ni céder son droit au bail qui a son caractère pour l'exploitation de l'établissement de l'établissement dont il s'agit & en devenant & ailleurs responsable de tous sous-loueurs & cessionnaires.

Quant à la perception des droits d'enregistrement des parties déclarant que la garde-robe des futurs époux vaut ensemble une valeur de cinq cents francs.

Elles sont les conventions des parties arrêtées en présence de M. Gaston Pélissier fils de la future et de M. Bonnet oncle maternel de celle-ci.

Avant de clore & conformément à la loi, M. Pinet l'un des notaires soussignés a lu ces articles aux parties des articles 1391 & 1394 du Code civil et leur a délivré le certificat prescrit par ce dernier article pour être remis par elles ainsi qu'elles en ont été averties à l'officier de l'état civil avant la célébration du mariage.

Fait et passé à Bourges dans le cabinet de M. Lelièvre, notaire substitué.

L'an mil-huit-cent-quatre-vingt-trois;

Le vingt-huit octobre

Page onze lignes entières
à cinquante ans
noté comme suit

M. P.
C. R.
h. R.

Et lecture faite les parties et personnes présentes ont signé avec les notaires la minute des présentes à commencer par M. Lelièvre notaire substitué.

Mathilde Pélissier
Constant Pélissier

Larnault

Renault

Pelletier

M. Parnet

G. Pélissier

Nicolas Pinet

11.24
20.50
3

39.75
9.94
49.69

RECEVU PAR

Sept novembre 92

90 1

Reçu par mariage civil, faire, donation mobilière
que future a été faite, donation mobilière à G.
Pélissier par M. Parnet auquel acte a été
délivré par M. Parnet auquel acte a été
délivré par M. Parnet auquel acte a été
délivré par M. Parnet auquel acte a été